



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRESENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMPTE RENDU INTEGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN,
DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT

COMMISSION DE L'INTERIEUR, DES AFFAIRES
GENERALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

woensdag

11-06-2008

Namiddag

mercredi

11-06-2008

Après-midi

<i>cdH</i>	<i>centre démocrate Humaniste</i>
<i>CD&V - N-VA</i>	<i>Christen-Democratisch en Vlaams – Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
<i>Ecolo-Groen!</i>	<i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen!</i>
<i>FN</i>	<i>Front National</i>
<i>LDD</i>	<i>Lijst Dedecker</i>
<i>MR</i>	<i>Mouvement réformateur</i>
<i>Open Vld</i>	<i>Open Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
<i>PS</i>	<i>Parti Socialiste</i>
<i>sp.a+VI.Pro</i>	<i>socialistische partij anders + VlaamsProgressieven</i>
<i>VB</i>	<i>Vlaams Belang</i>

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	
<i>DOC 52 0000/000</i>	<i>Parlementair stuk van de 52e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>	<i>DOC 52 0000/000</i>	<i>Document parlementaire de la 52e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>
<i>QRVA</i>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	<i>QRVA</i>	<i>Questions et Réponses écrites</i>
<i>CRIV</i>	<i>voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)</i>	<i>CRIV</i>	<i>version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)</i>
<i>CRABV</i>	<i>Beknopt Verslag (blauwe kaft)</i>	<i>CRABV</i>	<i>Compte Rendu Analytique (couverture bleue)</i>
<i>CRIV</i>	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>	<i>CRIV</i>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)</i>
	<i>(PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)</i>		<i>(PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)</i>
<i>PLEN</i>	<i>plenum</i>	<i>PLEN</i>	<i>séance plénière</i>
<i>COM</i>	<i>commissievergadering</i>	<i>COM</i>	<i>réunion de commission</i>
<i>MOT</i>	<i>alle moties tot besluit van interpellaties (op beigegekleurig papier)</i>	<i>MOT</i>	<i>motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen :</i>	<i>Commandes :</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.laChambre.be</i>
<i>e-mail : publicaties@deKamer.be</i>	<i>e-mail : publications@laChambre.be</i>

INHOUD

Vraag van de heer Jean-Jacques Flahaux aan de eerste minister over "de snelle en aanzienlijke prijsstijging van de olieproducten en de gevaarlijke gevolgen daarvan voor bedrijven en gezinnen" (nr. 5737)

Sprekers: **Jean-Jacques Flahaux, Yves Leterme**, eerste minister

SOMMAIRE

Question de M. Jean-Jacques Flahaux au premier ministre sur "l'augmentation rapide et importante du prix des produits pétroliers et les conséquences dangereuses sur la vie des entreprises et des ménages" (n° 5737)

Orateurs: **Jean-Jacques Flahaux, Yves Leterme**, premier ministre

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

van

WOENSDAG 11 JUNI 2008

Namiddag

COMMISSION DE L'INTERIEUR,
DES AFFAIRES GENERALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

du

MERCREDI 11 JUIN 2008

Après-midi

La séance est ouverte à 14.43 heures et présidée par M. André Frédéric.

De vergadering wordt geopend om 14.43 uur en voorgezeten door de heer André Frédéric.

01 Question de M. Jean-Jacques Flahaux au premier ministre sur "l'augmentation rapide et importante du prix des produits pétroliers et les conséquences dangereuses sur la vie des entreprises et des ménages" (n° 5737)

01 Vraag van de heer Jean-Jacques Flahaux aan de eerste minister over "de snelle en aanzienlijke prijsstijging van de olieproducten en de gevaarlijke gevolgen daarvan voor bedrijven en gezinnen" (nr. 5737)

01.01 Jean-Jacques Flahaux (MR): Monsieur le premier ministre, je vous remercie d'être parmi nous.

Je me permets de vous interroger aujourd'hui, car tout le monde a bien saisi que l'heure était grave. Chaque jour, les produits pétroliers atteignent de nouveaux records de prix. Certes, l'évolution des prix de l'essence et du gasoil était prévisible eu égard à la consommation grandissante au cours de ces derniers mois et années à travers le monde, conjuguée à une raréfaction des nouveaux gisements.

Comme vous l'avez souligné dans vos interviews hier à RTL et à la RTBF, l'augmentation des prix constitue un bon moyen de convaincre les citoyens de l'urgence à modifier notre comportement en termes de consommation d'énergie. Ce changement serait salubre pour le devenir de notre planète. Il n'en reste pas moins que cette flambée des prix met notre économie en danger, tant dans le fonctionnement des entreprises que pour les ménages. C'est d'autant moins acceptable que si les raisons invoquées plus haut représentent une partie du problème, l'essentiel de cette augmentation est dû à de forts mouvements spéculatifs boursiers, qui n'ont rien à voir avec la question même du pétrole et qui enrichissent certains individus sans scrupules.

Aussi, monsieur le premier ministre, ne pensez-vous pas qu'il est de la responsabilité des hommes politiques au plus haut niveau, de donner un coup d'arrêt à cette course effrénée au profit? Les chefs d'État européens ne peuvent-ils agir dans ce sens?

Monsieur le premier ministre, pouvez-vous être celui qui portera ce message d'espoir pour tous nos concitoyens européens et même au-delà?

01.01 Jean-Jacques Flahaux (MR): Dag na dag bereiken de olieproducten nieuwe recordprijzen. Zoals u gisteren in uw interview met RTL en met RTBF onderstreepte, zijn de stijgende prijzen een goede manier om de burger ervan te overtuigen dat hij dringend zijn gedrag moet wijzigen. We kunnen er echter niet omheen dat die uit de pan rijzende prijzen onze economie bedreigen. Bovendien zijn die prijsstijgingen goeddeels aan beurspeculaties te wijten.

Hebben de politici niet de verantwoordelijkheid deze dolle koers naar steeds hogere winsten een halt toe te roepen? Kunnen de Europese staatshoofden daartoe geen initiatief nemen? Kan u degene zijn die deze hoopgevende boodschap brengt aan al onze Europese medeburgers, en zelfs tot buiten de Europese grenzen?

01.02 Yves Leterme, premier ministre: Monsieur le président, je vous prie d'excuser mon retard. En effet, je recevais, avec le ministre Reynders, un groupe de citoyens pétitionnaires sur le sujet qui vient d'être évoqué et qui représente 85.000 ménages.

Tout d'abord, il faut oser dire la vérité aux citoyens lorsque le prix du baril de pétrole augmente et que cette augmentation est telle qu'elle l'a été durant les mois écoulés. La flambée des prix a déjà débuté l'année dernière. Le prix du baril devrait osciller aujourd'hui autour de 137 dollars. En effet, on ne peut donner l'impression que le gouvernement est capable, en utilisant les deniers publics, de pallier les problèmes au niveau du pouvoir d'achat. Celui qui tient de tels propos est un menteur!

Personnellement, j'ai beaucoup de compréhension pour les actions sociales qui témoignent du souci, des questions que se posent les ménages quant à l'augmentation du prix de l'énergie et de la nourriture; mais il faut avoir le courage de dire qu'au niveau des budgets, les autorités publiques ne sont pas capables d'apporter une réponse compensatoire à la perte du pouvoir d'achat.

Cela dit, réjouissons-nous quand même, surtout en ces moments, de disposer d'un système d'indexation des salaires, qui est parfois sujet à critique! Dans les semaines écoulées, à divers échelons de réunions européennes et internationales, le gouvernement belge a défendu son choix politique de maintenir le système d'indexation des salaires et des allocations. Il importe de le souligner.

Je viens d'ailleurs de parcourir le projet de conclusion du sommet européen auquel vous faites allusion. Pour l'instant, le texte comprend une critique plutôt véhémement à propos de la liaison en Belgique des salaires, des allocations avec l'indexation telle que nous la connaissons.

Ceci étant dit, je crois que nous faisons des efforts. Malgré des marges budgétaires très étroites, le budget 2008 a prévu des mesures spécifiques pour augmenter le pouvoir d'achat des citoyens. Sur une marge budgétaire de 320 millions d'euros, nous avons prévu 230 à 250 millions d'euros pour financer les augmentations des pensions, le relèvement de la quotité exonérée d'impôt à l'IPP, l'augmentation des allocations familiales, ainsi que de plus larges remboursements INAMI pour les maladies chroniques.

De plus, l'existence d'une TVA sur les produits pétroliers ne signifie pas que l'augmentation du prix du pétrole apporte automatiquement un accroissement des recettes de l'État. Lorsqu'il y a une augmentation du prix de l'énergie et qu'il s'ensuit une indexation, cela coûte à l'État fédéral. On constate par exemple une augmentation salariale au niveau des policiers ou encore une augmentation des frais de fonctionnement de l'État fédéral.

Quand tous les calculs sont faits, et c'est parfois difficile à expliquer au citoyen, on arrive à une position de perte au niveau de l'État fédéral et au niveau de l'entité 1 (consolidation de la sécurité sociale). En effet, l'indexation mène aussi à une augmentation des allocations.

On tente de répandre une idée fausse selon laquelle le gouvernement

01.02 Eerste minister Yves Leterme: Men moet durven de waarheid te zeggen tegen de burgers wanneer de prijs voor een vat olie stijgt zoals dat de afgelopen maanden het geval geweest is: men mag niet de indruk geven dat de regering in staat is het koopkrachtverlies te ondervangen door de laatste overheidscenten uit te geven,

Dit gezegd zijnde, mogen we ons toch gelukkig achten dat we over een systeem beschikken voor de indexering van de lonen, en dat door de regering de afgelopen weken verdedigd werd in verscheidene Europese en internationale instanties. Het ontwerp van conclusie van de Europese top bevat inderdaad vrij felle kritiek op de koppeling van de lonen aan de index in België.

We doen een aantal inspanningen: in de begroting 2008 hebben we specifieke maatregelen ingeschreven om de koopkracht op te krikken.

Ik wil er nog aan toevoegen dat de heffing van btw op de olieproducten niet betekent dat de stijging van de olieprijs automatisch de ontvangsten van de Staat doet toenemen: wanneer de energieprijzen stijgen en er een indexering komt, kost dat ook geld aan de federale Staat. Wanneer alles in rekening wordt gebracht, komt men tot de slotsom dat de Staat erbij verliest.

U zegt dat de speculanten zeer grote winsten maken. Men zou de druk op de olieproducerende landen inderdaad kunnen opdrijven. Maar we moeten nu eenmaal vaststellen dat ze ervoor gekozen hebben om hun productie niet op te voeren, omdat de stijgende prijs van een vat ruwe olie hun voldoende inkomsten garandeert. Ik heb gevraagd dat een stellingname van de Europese Unie in dat verband op de agenda

fédéral engrange des recettes supérieures suite à l'augmentation de la TVA et qu'il pourrait rembourser les citoyens en utilisant ces recettes supplémentaires. C'est totalement faux, je le répète. L'État fédéral, suite à l'augmentation des prix de l'énergie, a aussi des dépenses directes via les frais de fonctionnement et indirectes via la liaison des salaires à l'index.

Vous dites que les spéculateurs font des profits très importants.

Il est vrai que l'on pourrait augmenter la pression sur les pays producteurs de pétrole. Mais force est de constater qu'aujourd'hui, au regard des volumes qu'ils produisent, ils ont fait le choix politique de ne pas augmenter leur production. En effet, la hausse du prix par baril leur octroie des revenus suffisants pour financer leurs choix en matière d'investissement et de fonctionnement de leur État.

Nous pourrions leur envoyer un signal la semaine prochaine. En effet, j'ai demandé, à l'occasion de mon déplacement en Slovénie, il y a deux semaines, qu'une prise de position de l'Union européenne à ce sujet soit mise à l'ordre du jour. Mais je ne suis pas certain que ce signal donnera lieu à une réaction immédiate des pays producteurs de pétrole.

Ce qui se passe actuellement doit nous persuader encore plus de la nécessité de produire des efforts en matière de politique énergétique, en diminuant notamment notre consommation. Cela est tout à fait possible. D'ailleurs, certains secteurs ont déjà fait des efforts très importants. Je pense à l'industrie et à l'agriculture. Les efforts doivent être augmentés au niveau des citoyens, des ménages. Je pense notamment à l'isolation de l'habitat, aux frais de transport. Des efforts doivent également encore être faits au niveau des transports. Ce sont ces deux secteurs qui n'ont pas encore fait suffisamment d'efforts en termes de diminution de consommation de l'énergie.

J'ajoute que la question du "mix énergétique" est posée de manière claire. En effet, il faudra arriver à diminuer, dans les années à venir, la consommation directe et indirecte de gaz, de mazout et d'électricité afin d'arriver à une capacité de production d'énergie égale.

Pour résumer, il est important de bien expliquer ce qu'un État fédéral peut faire et ce qu'il ne peut pas faire. Il y a vingt, vingt-cinq ans, lors des premiers chocs pétroliers, les États ont opéré de mauvais choix. Ils ont essayé de financer la perte du pouvoir d'achat via les budgets des autorités publiques. Nous en subissons encore les conséquences. Il faut expliquer aux gens ce qu'il est possible et ce qu'il est impossible de faire.

Nous pouvons essayer d'utiliser la force politique de l'Union européenne afin de faire pression sur les États producteurs de pétrole. Cependant, je ne suis pas persuadé que cela aura beaucoup d'effet.

Je voudrais souligner que la consolidation de l'euro atténue un peu les conséquences pour les citoyens de l'Union européenne. Le fait que l'euro soit une monnaie forte face au dollar compense de l'ordre de 30 à 40% l'augmentation du prix du baril de pétrole exprimé en dollars.

Je ne suis pas certain que cette réponse convainque tout le monde, mais je suis soucieux de dire la vérité aux gens.

zou géplaatst worden. Maar ik ben niet zeker dat dit signaal onmiddellijk tot een reactie van de olieproducerende landen zal leiden.

De huidige gebeurtenissen moeten ons er nog meer van overtuigen dat we inspanningen moeten leveren op het stuk van het energiebeleid. De industrie en de landbouw hebben reeds ernstige inspanningen gedaan. De burgers en gezinnen moeten er nog meer doen. Ook op het gebied van het vervoer moeten er nog inspanningen worden geleverd.

In de komende jaren zal immers het rechtstreekse en onrechtstreekse verbruik van gas, stookolie en elektriciteit moeten dalen om tot een gelijke energieproductiecapaciteit te komen.

De hoge koers van de euro tegenover de dollar compenseert de stijging van de prijs van een vat ruwe olie, die in dollar wordt uitgedrukt, voor 30 tot 40 procent voor de burgers van de Europese Unie.

Ik ben er niet zeker van dat dit antwoord iedereen zal kunnen overtuigen, maar ik wil de mensen de waarheid zeggen.

01.03 Jean-Jacques Flahaux (MR): Monsieur le premier ministre, je me réjouis vraiment de votre réponse. En effet, il existe une incompréhension des citoyens devant certaines explications. C'est pourquoi les vôtres mériteraient sans doute, lors d'une émission spéciale par exemple, d'être communiquées de nouveau.

Par ailleurs, vous nous inquiétez et nous rassurez en même temps puisque vous rappelez que des critiques véhémentes étaient proférées par le Conseil européen envers notre système d'indexation, mais que vous réaffirmez avec force l'attitude des partis démocratiques belges dans leur ensemble visant à le maintenir.

Le président Sarkozy a essayé lui-même de faire diminuer la TVA. Manifestement, cette mesure suscitera plus que des réticences. Dès lors, je considère qu'il faudra orienter notre action vers des maisons passives et même actives, qui permettent un bonus énergétique global. Le tiers investisseur pour les faibles revenus et un accroissement des déductions fiscales favorables à nos entreprises sont des points importants. Mais je ne doute pas que vous partagiez mon point de vue, étant donné que le Printemps de l'environnement devrait mettre en place de tels incitants.

01.04 Yves Leterme, premier ministre: Monsieur le député, à propos des annonces de M. Sarkozy sur le taux de TVA, je rappelle que les barèmes TVA font l'objet d'une directive européenne, dont l'annexe H énumère les produits de consommation et l'imposition qui leur est applicable en propre. L'unanimité est nécessaire pour modifier cette annexe. Tant la Commission européenne que les pays membres se montrent très réticents à l'idée de baisser le taux de TVA de 21 à 6%. Je le dis en passant, mais l'effet budgétaire s'élèverait à 681.000.000 euros.

En outre, comme ce sont des impôts indirects, ils visent uniformément des catégories qui ont les moyens de financer leurs dépenses et d'autres qui ont des revenus faibles.

Le gouvernement belge, soutenu par sa majorité, a choisi de cibler ses mesures sur les revenus qui souffrent le plus de l'augmentation du prix du pétrole. C'est le bon choix politique, qu'approuvent les autres pays membres de l'Union européenne.

01.03 Jean-Jacques Flahaux (MR): De burgers begrijpen sommige verklaringen niet. Misschien moet u sommige dingen nog eens opnieuw uitleggen.

Overigens stelt u ons tegelijk ongerust en gerust, door enerzijds te verwijzen naar de heftige kritiek van de Europese Raad op onze indexeringsregeling en door anderzijds te bevestigen dat de Belgische democratische partijen wel degelijk de bedoeling hebben die regeling te behouden.

President Sarkozy probeerde de btw te verlagen. Daar wordt uiterst terughoudend op gereageerd. We zullen dus moeten opteren voor passiefhuizen en ook voor actiefhuizen, waardoor een globale energiebonus kan worden gerealiseerd. De derde investeerder voor de lage inkomens en een verhoging van de fiscale aftrek – die onze bedrijven ten goede komt – zijn belangrijk. U deelt ongetwijfeld mijn standpunt, want de Lente van het leefmilieu zou tot de invoering van dergelijke stimulansen moeten leiden.

01.04 Eerste minister Yves Leterme: President Sarkozy deed inderdaad een aantal uitspraken in verband met btw-maatregelen. De btw-tarieven worden echter geregeld in een Europese richtlijn en die kan enkel met eenparigheid worden gewijzigd. Zowel de Europese Commissie als de lidstaten stellen zich erg terughoudend op. Bovendien gaat het om indirecte belastingen en maken dergelijke maatregelen dus geen onderscheid tussen de hoge en de lage inkomens. De Belgische regering, daarin gesteund door haar meerderheid, opteerde ervoor de maatregelen te richten op de inkomens die het zwaarst onder de hogere olieprijsen te lijden hebben. Dat is de juiste politieke keuze, die ook de goedkeuring van de andere

Europese lidstaten wegdraagt.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le développement des questions et interpellations se termine à 14.56 heures.

De behandeling van de vragen en interpellaties eindigt om 14.56 uur.